

Oeconomie et territoire, deux retours aux sources pour nous projeter dans le 21^e siècle

par Pierre CALAME, directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme



Deux fils rouges traversent tout l'ouvrage *Essai sur l'œconomie*. Le premier, c'est la nécessité, par un retour aux sources, de remplacer le mot « économie », du fait de la signification restrictive qu'il a pris aux 19^e et 20^e siècles et que l'on retrouve dans les manuels et l'enseignement de l'économie, par l'ancien terme, « œconomie », utilisé jusqu'au 18^e siècle, en reprenant son sens étymologique : l'art de gérer le foyer domestique et, par extension, la planète.

Le second fil rouge est que les acteurs pivots de notre société ont été aux 19^e et 20^e siècles l'État et l'entreprise. Ils sont inadaptés aux réalités du 21^e siècle et sont appelés à être remplacés progressivement par deux autres acteurs pivots, le territoire et les filières de production et d'échange. Je parle là aussi de revanche des territoires en montrant que ce niveau d'organisation et gestion de la société, considéré il y a quelques décennies encore comme une survivance du passé, était appelé à un grand avenir.

L'article se centre ici sur les raisons de parler à nouveau d'œconomie et sur la revanche des territoires.

Jusqu'au milieu du 18^e siècle ce n'est pas le mot économie qui était utilisé pour désigner ce que l'on entend aujourd'hui par ce terme, l'organisation collective du système de production et d'échange qui lie les hommes et femmes entre eux et nous relie à la planète. C'était le mot œconomie.

Comme le dit fort bien le fameux botaniste Karl Von Linné (1707-1778) dans son livre intitulé *Principes de l'œconomie*, publié en 1752, l'œconomie, c'est « l'art de préparer des choses naturelles à notre usage, l'art de tirer parti de tous les biens de la nature ». Les « lois de l'œconomie » auxquelles il fait allusion dans son livre ne sont pas ce que nous entendons aujourd'hui sous ce terme et ce qui est enseigné sur les bancs de l'université : le fonctionnement des marchés, la substitution du capital au travail ou encore de la théorie de la monnaie. Dans un monde encore largement dominé par la production agricole, l'œconomie est l'art de tirer parti de la nature ou, comme on le disait à l'époque, l'art d'être « ménager de la nature ». Notre connaissance des lois physiques ou, comme on dirait maintenant, des écosystèmes, est le moyen pour chaque peuple de tirer parti au mieux des ressources propres à chaque contexte et à chaque pays. Plus d'un siècle plus

tôt, le Français Antoine de Montchrestien (1575-1621) avait écrit en 1615 un *Traité de l'œconomie politique*, défini comme « l'art de gérer et les hommes et les choses ». Il parle même de « mesnagerie publique » d'où va dériver aussi bien l'expression « économie ménagère » que le terme moderne de management. L'œconomie est alors l'art de penser les relations entre les choses, les relations entre les hommes.

Les sociétés de l'époque étaient directement confrontées au caractère limité des ressources de la planète ou, plus exactement, au caractère limité des ressources de la portion de territoire sur laquelle ils vivaient et dont dépendaient leur survie et leur développement. Pour tirer parti au mieux des ressources de cet écosystème limité dont ils faisaient partie, ils avaient besoin, dans un même mouvement, de connaître l'art de gérer les choses et l'art de gérer les hommes.

Pourtant, depuis plusieurs siècles déjà, la société occidentale s'était perçue comme radicalement extérieure à la nature. Dans son livre *Le nouvel âge de l'écologie*, Dominique Bourg intitule très justement un de ses chapitres : « de la nature maîtrisée à la nature méprisée ». Déjà, le philosophe René Descartes a achevé l'œuvre

d'asservissement philosophique de la nature à l'homme en affirmant qu'il n'y a « aucune différence entre les machines que font les artisans et les divers corps que seule la nature compose ». Ainsi s'élabore le programme de l'ambition humaine à la maîtrise universelle. Avec le recours croissant à des sources d'énergie, à des minerais, à des produits extraits à l'autre bout du monde, la révolution industrielle a fait, à partir du 19^e siècle, voler en éclat le sentiment de la finitude des ressources naturelles. Ainsi le programme de maîtrise universelle de la nature par l'homme s'est étendu à un programme de maîtrise universelle de la planète par les sociétés occidentales. En même temps, les progrès de la chimie permettaient de rêver à une agronomie libérée des contraintes et servitudes du fonctionnement des écosystèmes, des limites mêmes des espèces végétales et animales dont l'exaltation des manipulations biologiques n'est que le dernier avatar.



L'économie moderne est contemporaine de ce projet prométhéen de l'homme occidental asservissant à son profit la nature, de l'infiniment petit des nanotechnologies à l'infiniment grand de la planète. Une nature connue, balisée, maîtrisée, mise en coupe réglée en attendant la conquête spatiale où la science fiction projette notre imaginaire. Le monde comme une gigantesque machine à satisfaire nos désirs.

L'œconomie pouvait faire place à l'économie. L'art de gérer les hommes et leurs relations se substituait intégralement à l'art de gérer les choses. On observera donc le lien profond qui unit l'émergence de l'économie moderne, dont la globalisation des marchés est le symbole, et la despatialisation de l'activité humaine. C'est la rupture du lien millénaire entre la société et son territoire, caractéristique, du moins en apparence, d'une époque où l'effondrement des coûts de transport des biens et de circulation de l'information a transformé la planète en village.

Revenir au mot œconomie, comme je l'ai fait dans mon *Essai sur l'œconomie*¹, ce n'est pas revenir à un passé réinventé pour les besoins de la cause, où la présence obsédante de la

précarité, de la disette, de la maladie et de la mort ferait place à une sorte de nouvel Eden, où nos ancêtres se seraient déplacés en pleine harmonie avec la nature dans une sorte de jardin enchanté.

C'est reconnaître que le défi majeur des sociétés du 21^e siècle, j'allais dire les conditions mêmes de leur survie, c'est notre capacité à nous penser en harmonie avec les autres et avec une planète, avec des écosystèmes, infiniment plus fragiles, complexes, limités et peuplés que nous n'aurions pu imaginer. Une planète où l'homme occidental ne peut plus tout drainer à son profit, où il n'y a de paix et d'avenir possible que dans un partage équitable des émissions de gaz à effet de serre comme des ressources naturelles.

Au sens étymologique, le mot œconomie est composé de deux mots grecs, *oïkos* qui désigne le foyer, la maison commune, et *nomos* qui désigne la loi. En toute rigueur de terme, l'œconomie est donc l'ensemble des règles qui régissent la bonne gestion du foyer. Or, comme l'a souligné Michaël Gorbatchev dans son discours célèbre aux Nations Unies, en 1988, notre maison commune, notre foyer, c'est maintenant la planète. On prend alors conscience de l'inadaptation radicale de nos méthodes actuelles de gestion de la maison commune.

Nous sommes actuellement, tout le monde en convient, dans la crise financière et économique la plus grave depuis la grande dépression de 1929. Nos dirigeants ont tiré les leçons de l'enchaînement de politiques contre-productives qui, à l'époque, a transformé ce qui semblait au départ l'éclatement d'une bulle spéculative en une très grave récession, ouvrant la voie aux replis protectionnistes et consolidant les fascismes pour déboucher sur la seconde guerre mondiale. Forts de ces leçons, ils se sont précipités, au frais des générations futures, pour sauver le système bancaire, restaurer la confiance et tenter, à coup de déficits publics, de relancer la machine économique.

Mais, en même temps, nous préparons la négociation de Copenhague qui fera suite aux accords de Kyoto. Nous prenons conscience de l'impact dévastateur de la croissance des gaz à

¹ *Essai sur l'œconomie* – Éditions Charles Léopold Mayer, 2009

effet de serre dans la haute atmosphère et des menaces que fait courir le changement climatique. Et nous voilà plongés dans la pure schizophrénie. D'un côté, il faut relancer à tout prix la machine à consommer, développer les grands travaux publics, convaincre les Chinois de consommer plus, redonner confiance aux consommateurs américains dont la folle prodigalité fut un temps transformée en vertu car elle ouvrait la voie à un grand rêve des économistes, celui d'un désir sans fin, sans faim et sans frein, locomotive de cette fameuse « nouvelle croissance » dont le mythe a bercé les dernières années du 20^e siècle et les premières années du 21^e siècle. Et, de l'autre, les Cassandres nous donnent une vision apocalyptique des effets de nos consommations sur le climat : les îles englouties, les régions littorales les plus peuplées du monde submergées, le dérèglement du temps, le progrès du désert, etc. Il nous faut d'un côté relancer la machine à fabriquer du désir et de l'autre l'arrêter. La voiture que l'on appelle économie a une seule pédale pour le frein et l'accélérateur ! Le meilleur moyen d'être certain de finir dans le fossé.

Pourquoi cette schizophrénie ? Pour les raisons que je viens de dire, l'existence d'une pédale unique. Elle découle de notre conception abstraite de l'économie, de notre oubli de l'œconomie. Cette pédale, c'est la monnaie. Une monnaie à une seule dimension, qui sert à mesurer avec le même étalon le travail humain, dont l'échange fonde la cohésion sociale, et la consommation d'énergies et de ressources naturelles non renouvelables par lesquelles nous dévastons notre planète nourricière. Et tout est à l'avenant. Nous taxons le travail, avec la TVA, au lieu de taxer la consommation de ressources non renouvelables avec une TRC, une taxe à la



r e s s o u r c e consommée. Et, parce que nous disposons d'un seul étalon de valeur, d'une seule unité de compte, pour mesurer à la fois ce qu'il faudrait consommer avec prodigalité et ce qu'il faudrait ménager avec parcimonie, notre science si sûre d'elle-même, enseignée de par le monde comme l'art du management est fondée sur une conception et des outils, la monnaie, dont n'importe quel enfant verrait l'inadaptation radicale.

Notre univers où tout se mesure donne paradoxalement naissance à un océan d'ignorance : nous n'avons aucune idée de la composition de ce que nous consommons quotidiennement en travail humain local, en travail humain lointain, en énergie, en ressources non renouvelables, en intelligence incorporée.

Cette réflexion sur l'ignorance m'amène à mon second point : la place des territoires. Je parle dans mon livre de revanche des territoires. Je dis que le territoire, brique de base de l'œconomie et de la gouvernance, sera l'acteur pivot du 21^e siècle. Les sociétés anciennes étaient scotchées à leur territoire local. Ce n'est pas que les échanges internationaux aient été absents. On apprend par l'archéologie que les hommes du néolithique connaissaient déjà le grand commerce international comme l'atteste la dispersion de lames bifaces en silex ou de poteries sur des ères géographiques considérables. Mais cet échange au long cours ne pouvait porter que sur des biens rares, en raison de la lenteur et du coût des transports. Le territoire était, à tous les sens du terme, le fondement de l'enracinement. Enracinement culturel, historique, politique, œconomique.

Du 16^e siècle au début du 20^e siècle nous avons assisté à un vaste processus de transformation des « territoires » en « espaces ». Cette transformation, la révolution française l'a incarnée et théorisée au plan politique. On remplace les communautés anciennes, avec leurs adhésions, leurs coutumes et leurs particularités, par des individus citoyens et on remplace l'allégeance à des territoires singuliers par l'appartenance à la nation une et indivisible. C'est ce qu'implique l'idée du passage du territoire à l'espace et de la communauté au citoyen : on veut une société sans grumeau. Ce bouleversement dans le champ politique a son équivalence dans le champ économique : aux citoyens de ces « sociétés sans grumeau » correspondent des « consommateurs » et des « producteurs » sur un marché de la consommation et un marché du travail unifiés.

Mais, en vérité, dès la fin du 20^e siècle, le balancier est reparti en sens inverse. Au plan politique, il est amusant de noter que c'est en France la gauche, héritière des révolutionnaires jacobins face aux girondins modérés, qui a fait les premières lois de décentralisation. Pendant très longtemps, pour la gauche, les sociétés locales, à l'image des étalons de mesure locaux supprimés à la Révolution au profit d'un mètre

uniforme, ne pouvaient être que l'héritage d'un monde de notables, appelé à être balayé dans un vaste mouvement de centralisation, de progrès, d'unification. C'est tardivement, dans les années soixante-dix du 20^e siècle, que les communautés de vie et de destin regroupées sur un territoire, souvent à la fois une ère urbaine et la campagne environnante, de plus en plus interpénétrées, se sont imposées comme médiation nécessaire entre les individus et le monde.

Au 21^e siècle, les raisons de la revanche du territoire sont bien plus profondes encore. Il est frappant de constater que le développement économique et social s'organise essentiellement à l'échelle des territoires. Cela tient à la nature de l'économie moderne, qui mobilise différentes catégories de capitaux, en particulier le capital humain et le capital immatériel dans une économie de la connaissance. L'économie mondialisée s'organise autour de dynamiques urbaines et régionales plus encore qu'en entités nationales. L'économie de la connaissance bénéficie, dans les grandes villes, d'effets d'échelles et de système, par exemple la présence dans un même lieu d'un marché diversifié des emplois qualifiés et d'une vaste gamme de services aux entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur spécialisés, de centres de recherche. Car

l'économie réelle repose, bien plus qu'on ne le croit, sur la confiance. Le territoire est un des îlots de confiance, un des espaces privilégiés d'interaction et de solidarité.

A ce rôle central des territoires dans l'économie moderne, s'en ajoutent trois autres. Tout d'abord, au plan de l'insertion et des activités humaines dans la biosphère, le territoire s'impose comme le bon niveau de gestion. Il est, ensuite, au cœur de la gestion sociale. La cohésion sociale repose sur des démarches territorialisées de coopération entre acteurs bien plus que sur des dispositifs verticaux et sectorisés de solidarité nationale. Il est, enfin, décisif pour la consommation d'énergie, largement déterminée par l'organisation du territoire.

Malheureusement, comme je le faisais observer à propos de l'économie moderne, nous ne savons rien de la réalité des métabolismes territoriaux et cette ignorance vaut autant pour les territoires urbains que ruraux. Et ceci pour une raison évidente, déjà soulignée à propos de l'économie : nous croyions n'avoir plus besoin de cette connaissance puisque nous allions puiser des ressources dans le monde entier et rejetions joyeusement nos déchets dans les écosystèmes.

Il est temps de s'éveiller.

Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

La fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (anciennement Fondation pour le Progrès de l'Homme, d'où son sigle fph) est une fondation indépendante de droit suisse. Elle a été créée en 1982 par l'exécutrice testamentaire de Charles Léopold Mayer, Madeleine Calame, à partir du patrimoine légué par celui-ci. Son but statutaire est très large : financer, par l'action de dons ou de prêts, des recherches et actions qui concourent, de manière significative et innovante, aux progrès des hommes par la science et le développement social.

La fondation se définit elle-même comme une aventure humaine conduite dans la longue durée avec des partenaires publics et privés des différents continents.

Ses priorités actuelles et sa stratégie sont :

- l'appui à l'émergence d'une communauté mondiale, rendue indispensable par la mondialisation,
- la contribution à trois grandes mutations que l'humanité devra conduire au cours du 21^e siècle :
 - la révolution de la gouvernance pour gérer les interdépendances d'ampleur nouvelle entre les êtres humains, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère ;
 - la recherche d'une éthique universelle de la responsabilité ;
 - la contribution d'une société durable.

Site web : www.fhp.ch